

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario : quel avenir ?

lundi 9 mai 2011, par [ABENAY Hassan](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2010).

Sommaire

- [Les dangers que court la \(...\)](#)
- [Le Polisario et le cycle \(...\)](#)
- [Quels sont les éléments \(...\)](#)
- [La crise politique du Polisari](#)
- [Le Polisario et l'impasse de](#)
- [Le Polisario et la crise \(...\)](#)
- [Où va le Polisario ?](#)

Le 27 avril 2011, l'ONU appellera de nouveau à reprendre les négociations (directes ou indirectes) entre l'État marocain et le Front populaire de libération de Segouia el Hamra [1] et du Rio de Oro (Polisario) dans l'objectif d'aboutir à une solution au conflit autour de la région du Sahara occidental. Pourtant, aucune des positions affichées n'indique la possibilité d'une éventuelle résolution par le biais de négociations. En effet, le régime marocain reste intransigeant quant au seuil maximum que représente sa proposition d'« autonomie ». Pour sa part, le Front Polisario est bien conscient qu'une fois cette proposition acceptée, elle reviendrait à renoncer à sa principale revendication d'indépendance totale. Quant au régime algérien — principal soutien du Polisario —, il ne semble pas être pressé de trouver une solution au conflit du Sahara et semble même se réjouir de l'épuisement de l'État marocain avec qui il mène une concurrence hostile dans la région. [2]



Sahara. En pointillés, le mur construit par les forces marocaines. © Inprecor/JR

Les puissances impérialistes vont essayer d'éviter tout regain de violence dans une région si proche de l'Europe et fort stratégique pour le trafic maritime international. Car, une situation d'instabilité risquerait de stimuler les dangers que représentent pour eux le terrorisme islamiste, les vagues des migrants subsahariens, le trafic d'arme et de drogue, etc. Toutefois, ces puissances demeurent liées, par leurs intérêts dans la région, aux deux États : le Maroc comme étant un allié historique des puissances impérialistes et l'Algérie à cause de ses réserves financières et énergétiques qui font saliver un capitalisme en pleine crise financière, au moment où ces puissances impérialistes sont en concurrence féroce pour le contrôle des ressources d'énergie dans le monde.

Il ne semble guère que les négociations aboutiront à une solution, il n'apparaît à l'horizon aucun

dénouement du conflit à moins que de radicaux changements puissent atteindre au cœur le régime marocain ou le régime algérien, ou bien qu'une décomposition accélérée du Polisario soit déclenchée, ou encore qu'une irruption d'une forte dynamique militante dans la région du Sahara Occidental voit le jour.

Toujours est-il que le régime marocain continuera à soutenir sa version pour aboutir à une solution politique par le biais des négociations. Pour cela, il procédera par une politique de récupération et de corruption de ceux qui seront prêts à y répondre parmi les habitants des villes sahraouies. Il essaiera de reconstituer le « Conseil Consultatif » sur le Sahara et de relancer un « régionalisme plus autonome », tout en aménageant davantage les régions sahraouies. Tout cela dans l'objectif de gagner le temps nécessaire pour que les réfugiés des camps perdent tout espoir pour parvenir à une solution qui mettra fin à leur calvaire, et seront par conséquent sous la pression de devoir retourner dans les villes, et ce même contre l'avis de leur direction. De la sorte, le Maroc espère voir se décomposer le Polisario.

En même temps, ce dernier continuera sa politique attentiste qui mise sur un éventuel regain de ferveur combative chez les Sahraouis des villes et l'élargissement des réseaux de la solidarité internationale susceptibles de faire pression sur les puissances impérialistes afin qu'elles cessent de soutenir le Maroc.

Les dangers que court la région du Maghreb

La question du Sahara occidental est déterminante en ce qui concerne la situation politique au Maroc ainsi que celle de la région du Grand Maghreb [3]. En effet, au nom de la question du Sahara, le régime marocain avait réussi à maintenir un consensus national avec des partis dociles ainsi qu'une paix sociale avec les bureaucraties syndicales. Au nom de cette même question, ce régime a pu écraser la gauche révolutionnaire au siècle précédent. Il a pu également renforcer des liens officiels et clandestins avec l'État sioniste et approfondir sa subordination au capitalisme impérialiste en lui ouvrant ses marchés intérieurs et en lui cédant le secteur public, etc. Toujours au nom du Sahara, le projet d'un marché maghrébin commun se voit entravé contre l'intérêt même des bourgeoisies nationales de la région. S'ajoute à cela les hostilités chauvines, sciemment provoquées entre des peuples, alors que dans un passé récent, ces mêmes peuples étaient étroitement unis contre le colonialisme. Rappelons à cet égard les manifestations solidaires du peuple ouvrier marocain suite à l'assassinat du dirigeant syndical tunisien Farhat Hached [4]. Aussi, restera dans la mémoire l'expérience de la direction maghrébine unitaire des armées de libération, et l'aide mutuelle établie entre les militants maghrébins : les Algériens se réfugiaient en Tunisie, les révolutionnaires marocains en Algérie, entraide financière et en arme, etc. Tout cela demeure un fondement pour une perspective de lutte maghrébine unitaire, malgré le fait que les révolutionnaires d'aujourd'hui soient loin d'en faire preuve.

Le conflit du Sahara est porteur d'un risque de glissement de la région dans un véritable affrontement entre le Maroc et l'Algérie, et ce malgré les précautions des impérialistes pour éviter cette possibilité. Néanmoins, il ne faut pas exclure une telle éventualité. En effet, les deux pays se sont engagés dans une course effrayante d'armement et de rénovation de leur appareil militaire, si bien que les budgets nationaux se sont bien usés, et ce au détriment des besoins élémentaires des couches populaires dont le niveau social est en dégradation croissante. Aussi, les prétentions hypocrites du « bon voisinage » et des « liens historiques » entre les deux régimes cachent-elles leur préparation active à une guerre qui sera néfaste pour la région à moins que le combat de ses peuples ne change la donne. Ce à quoi les révolutionnaires doivent s'engager en premier lieu.

Le Polisario et le cycle de la crise

Depuis la date de sa fondation le 10 mai 1973, le Front Polisario n'a jamais connu de crise qui pourrait menacer son existence comme celle qui le frappe actuellement. La seule exception à signaler reste celle des camps de réfugiés en 1988 quand s'est déclenchée une insurrection de masse survenue suite à un très grave fractionnement au sein de la direction de l'organisation [5]. Cette insurrection aurait pu faire voler en éclat le Polisario lequel n'a réussi à l'écraser qu'en faisant intervenir son Armée populaire. Parmi les conséquences de cet événement, nous soulignons :

- une détérioration morale et psychologique qui persiste jusqu'à aujourd'hui ;
- une série de capitulations qui ont conduit bon nombre de cadres et de dirigeants parmi les fondateurs à se rendre au Maroc.

Néanmoins, la crise actuelle s'avère plus profonde et pourrait avoir des conséquences qui peuvent ébranler sérieusement le Front Polisario, ce qui aurait de réelles répercussions sur toute la question du Sahara.

Quels sont les éléments de la crise du Polisario ?

Il y a maintenant vingt ans que le Polisario avait annoncé le cessez-le-feu et avait accepté le plan de la mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO). Par là, il avait entamé une voie dont il connaissait le début mais non comment cela allait se dérouler, ni finir. De son côté, le régime marocain a su comment profiter de cette situation pour affaiblir et user le Polisario. En effet, après qu'il ait accepté le plan des Nations Unies pour le Sahara Occidental et après ses affirmations à maintes reprises qu'il acceptera les résultats du référendum, Hassan II avait pourtant ironisé lors de sa visite à Londres en 1987 en disant que « le Maroc serait prêt à ouvrir une ambassade du Maroc dans la ville que les Sahraouis choisiront comme capitale de leur pays au cas où le référendum de l'autodétermination aboutirait à leur indépendance ». Aussi le régime marocain avait-il habilement magouillé autour du détail qui ferait traîner un quelconque accord, à savoir : qui parmi les Sahraouis a le droit de participer au référendum. Ceci a nécessité une proposition pour constituer des comités ayant pour tâche de déterminer à qui revient ce droit et d'arrêter des listes approuvées par tous les protagonistes. Pendant ce temps-là, le régime marocain avait transplanté au Sahara des milliers d'habitants en leur fournissant d'importantes subventions et avoirs afin qu'ils y restent.

Cette manigance a eu comme conséquence la paralysie du processus du référendum et a permis à l'État marocain d'imposer le fait accompli, et ce en mobilisant d'importants investissements dans le Sahara tout en pratiquant une politique de corruption de ses habitants. A ce propos, nous pouvons citer les 6 000 postes de travail pour les jeunes sahraouis ; des bons permettant un revenu mensuel ; la baisse des prix des aliments ; une urbanisation rapide avec d'importantes infrastructures ; des postes administratifs pour les notables ; un laxisme juridique, notamment en ce qui concerne le pillage du sable, la surexploitation de la pêche et la contrebande ; une exonération fiscale pour les entreprises, etc.

Mais la tactique marocaine allait changer de cap dès l'arrivée de Mohamed VI. Le Maroc abandonnera aussitôt le plan du référendum approuvé depuis 1991 pour affirmer, subitement et de manière unilatérale, que le référendum s'avère une perspective irréalisable et que la question du Sahara ne peut avoir qu'une solution négociée. D'ailleurs, il s'appuyait en cela sur les rapports des Nations Unies qui attestaient l'impossibilité de mettre en application le référendum et appelaient à

trouver une solution politique à cette impasse. C'est bien dans ce contexte que s'est élaborée la proposition de l'« autonomie ». Il convient de souligner ici que ce qui a été frappant dans tout cela, c'est bien la facilité avec laquelle le Polisario a glissé dans le sentier incertain des négociations tout en écartant le référendum. C'est à partir de là qu'est devenue manifeste la crise étendue et complexe du Polisario, si bien que son avenir politique devint critique.

La crise politique du Polisario

Le Polisario se considère comme étant le représentant légitime et unique du peuple du Sahara Occidental. Il convient de rappeler que, depuis l'accord tripartite de Madrid (Espagne, Mauritanie et Maroc) qui visait à organiser le départ des Espagnols et la partition du Sahara entre la Mauritanie et le Maroc, le Polisario choisit la lutte armée comme voie pour l'indépendance. Les mots d'ordre de ses congrès ne font que l'affirmer : « La liberté passe par les armes », « La guerre de libération est garantie par les masses », « Ni stabilité ni paix avant le retour et l'indépendance totale », « Lutte continue pour imposer l'indépendance nationale et la paix », « Patria o muerte », etc. Dans un contexte mondial propice, le Front avait bénéficié jusqu'à la fin des années 1980 d'un fort soutien diplomatique, financier et militaire de la part de la Libye, de Cuba, de l'Algérie et des pays de l'ancien « Bloc de l'Est ». Aussi, la république déclarée par le Polisario avait-elle été reconnue par plus de 80 pays, elle a été également admise comme membre de l'Union des Nations Africaines. Signalons qu'à cette époque, le Polisario a remporté des victoires notables sur les Forces Royales Marocaines (FAR). Cependant, et quand le contexte mondial, jusque-là favorable au Polisario, eut radicalement changé à la fin des années quatre-vingt, le régime libyen cessa de l'aider et s'engagea dans des accords de collaboration avec le régime marocain, Cuba se retrancha pour gérer la situation de l'embargo imposé par l'impérialisme américain. Pareillement, on assista à la décomposition du « Bloc de l'Est », tandis que le régime algérien sombrait dans la crise qui déclencha la guerre civile. Ainsi le Polisario s'est trouvé subitement dépourvu de ses soutiens.

Les changements dans la situation internationale et régionale exercèrent une pression sur lui. Celui-ci fit aussitôt pleinement confiance à l'O.N.U dans laquelle il vit illusoirement la neutralité et la crédibilité, tout en ayant foi en ses listes établies pour le référendum, en ses résolutions et ses organes. En conséquence, le Polisario révisa et adapta son dispositif programmatique et son discours militant : abandonnant des slogans comme la « lutte armée », la « guerre de libération », l'« indépendance ou le martyr », etc. pour adopter celui des « chartes internationales », du « droit international », etc. D'autre part, sur le plan structurel, la dynamique organisationnelle du Polisario s'est réduite à des congrès politiquement mornes avec des activités monotones des instances directionnelles et une Armée Populaire atrophiée par les vingt années du cessez-le-feu ; en revanche, on assista à l'efflorescence de l'activité des ambassades et des ministères, lesquels s'avèrent les milieux propices pour le développement des intrigues arrivistes et opportunistes faisant usage d'un clientélisme tribal et familial. Une telle ambiance de corruption devait consumer la fougue des militants.

Au cours des vingt dernières années, le Polisario a dissipé tous les acquis de l'époque antérieure. Aussi, un bon nombre des États ayant reconnu la République Sahraoui retirèrent-ils successivement leur reconnaissance, et ce à l'aide de la corruption et des magouilles du régime marocain. Le renversement de la situation se manifeste également sur le terrain dont l'Armée Populaire avait perdu le contrôle. Signalons également la crise de légitimité en ce que représente le Polisario comme direction légitime unique. Une telle remise en question est portée par un mouvement qui n'a pas admis les décisions de celui-là en ce qui concerne le cessez-le-feu ainsi que le verrouillage démocratique et la corruption proliférant jusqu'au niveau de la direction.

Reste à signaler la seule exception qui se démarque de ce tableau. Il s'agit de l'émergence d'un mouvement indépendantiste sahraoui — certes embryonnaire — mais très actif dans les villes du Sahara et dans les campus universitaires marocains. Ce mouvement, qui s'est déclenché en 2005, est essentiellement constitué de jeunes, et sa direction d'anciens détenus politiques sahraouis, de militants des droits de l'homme. Toutefois, et malgré le fait qu'il profite du dispositif médiatique du Polisario, ce mouvement n'a pas encore su s'enraciner massivement à cause du blocage psychologique causé par la peur, peur qu'avait engendrée les années de plomb de Hassan II, ainsi que la répression actuelle dont sont victimes les Sahraouis plus particulièrement. S'ajoute à cela l'impact de la politique marocaine pour corrompre les Sahraouis. Pour toutes ces raisons, on comprend comme il devient démotivant pour un Sahraoui de s'engager dans un mouvement d'émancipation nationale dont la direction politique — le Polisario — sombre dans une crise sans précédent.

Après six années passées depuis ce qu'on nomma le « soulèvement de l'indépendance », tout indique à présent que ce mouvement est à son terme. Il se serait essoufflé à cause de la façon dont le Polisario l'avait dirigé. Il suffit d'observer à cet égard comment ses membres dirigeants effectifs sont passés du rôle de combattants pour le développement et l'élargissement du mouvement, à celui d'acteurs s'occupant essentiellement de dénoncer la répression marocaine dans des rencontres et des congrès internationaux. Cette démarche serait louable en soi, si ce ne fut pas au détriment de son effervescence. Cela dit, quelques actions éparses sont toujours d'actualité malgré cette situation d'essoufflement.

L'illusion du Polisario, qui expliquerait d'ailleurs sa gestion du mouvement de 2005, réside dans le fait qu'il avait misé sur la dénonciation du régime marocain en espérant que les Nations Unies — par le biais du MINURSO — s'occuperaient davantage de la situation des droits de l'homme dans la région. Aussi, envisageait-il de regagner la confiance de la population sahraouie après sa politique désastreuse d'il y a vingt ans.

Pour comprendre le comportement politique du Polisario, il est nécessaire de rappeler que celui-ci a trouvé dans le récent mouvement indépendantiste déclenché dans les régions contrôlées par le Maroc, une chance inespérée de déjouer l'impasse dans laquelle il s'est trouvé. En effet, le processus pour le référendum tourne en rond depuis vingt ans et le régime marocain a même réussi à écarter le recours à une telle option, tandis que des milliers de Sahraouis attendent en plein désert, désespérés. Une telle situation aurait annoncée la fin inévitable du Polisario si elle avait perduré. Ainsi le mouvement de 2005 est survenu pour permettre à la direction du Polisario un nouvel espoir et d'autres marges de manœuvres. Cependant la brutalité de la répression infligée aux Sahraouis a dû brider l'élan combatif du mouvement. Ceux qui y sont bien impliqués ne sont autres que les jeunes les plus dévoués, tandis que leurs aïeux — ayant déjà connu la tyrannie de Hassan II — sont restés discrets. Le Polisario est convaincu — à raison — qu'une fois la terreur diminuée, les luttes des masses prendront une ampleur sans précédent. C'est bien pour cette cause que les activistes sahraouis seront presque exclusivement déterminés à exiger de la MINURSO de s'occuper de la situation des droits de l'homme au Sahara. Tous les communiqués du Polisario des années précédentes ainsi que les déclarations des activistes sahraouis résidant au Maroc convergent autour de cet axe de revendication.

Or, le régime marocain refuse catégoriquement d'aborder le sujet des violations des droits de l'homme concernant le Sahara. Il sait qu'une fois le sujet ouvert, il risque de voir révélée sa longue tradition de répression, et en même temps, cela peut exorciser la peur chez les Sahraouis qui pourraient exprimer plus librement leur opinion sur le conflit. Chose qui est potentiellement exclue pour le régime marocain.

Le Polisario a fini par semer du vide et par se cogner au mur des illusions qu'il a bâties lui-même en

pariant naïvement sur le rôle des Nations Unies. En effet, en pleine crise — suite à l'expulsion de la militante sahraouie Aminatou Haidar — le Conseil de Sécurité de l'O.N.U vota la résolution numéro 1920, pour ainsi infliger au Polisario une des défaites qui vont se succéder. Cet épisode a poussé ce dernier, alors dans la totale confusion, à prendre une décision qu'on juge creuse et insensée si ce n'est pour manœuvrer et désamorcer le mécontentement de la base, à savoir : remettre en question sa relation avec la MINURSO. De plus, à peine quelques jours après, le secrétaire général du Polisario déclare clairement et paradoxalement, lors de la visite du représentant personnel du secrétaire général responsable de la MINURSO dans les camps de réfugiés, que l'organisation est engagée dans une collaboration continue et de bonne foi avec les Nations Unies.

Les deux prochaines années seront décisives quant à l'avenir du Polisario et la question du Sahara plus globalement. La situation actuelle de « ni guerre ni paix » ne peut plus durer.

Au demeurant, le Polisario se trouve face à deux perspectives :

(1) soit déclarer son refus de collaborer tant que les conditions pour l'organisation du référendum ne sont pas remplies, et éventuellement reprendre les armes, chose qu' il ne peut entamer qu'en ayant l'aval du régime algérien ;

(2) soit suivre la voie des négociations, lesquelles mèneront à une solution autre que l'indépendance, chose que le Polisario a toujours refusée.

Le Polisario a fixé la tenue de son congrès à fin 2011. A moins que des événements majeurs ne l'atteignent lui-même, ou que ne surviennent d'importants changements dans les relations entre les régimes marocain et algérien, ce congrès annoncé sera déterminant pour son avenir et la question du Sahara Occidental dans son ensemble.

Le Polisario et l'impasse de la solution militaire

Au début de sa lutte armée, l'Armée Populaire a fait subir aux Forces armée royales (FAR) marocaines des défaites cuisantes, et ce malgré la censure médiatique de l'époque, à tel point que le régime marocain a dû s'obstiner à nier la détention de ses soldats auprès du Polisario jusqu'à ces dernières années. En s'étant appuyé sur la guerre de guérilla, sur une profonde connaissance du milieu du Sahara, sur sa capacité d'adaptation avec ses conditions géographiques hostiles, sur le fort appui en armes et en encadrement de la Libye, de Cuba, de l'Algérie et du « Bloc de l'Est », et en comptant sur la fougue combative de la première heure dans la lutte armée, le Polisario a pu prendre le contrôle de la grande majorité des terres du Sahara occidental et menacer les grandes villes sahraouies par des attaques militaires et des incursions dans des contrées en dehors de la zone disputée.

Cependant, le rapport de force militaire s'est inversé quand les FAR ont construit des barrières militaires de 2 720 kms de longueur entourant environ 87,5 % de la superficie du Sahara Occidental. Ces barrières sont au nombre de six, la cinquième en est la plus longue et s'étend sur 670 kms. Les objectifs de ce mur de défense sont les suivants : isoler les combattants du Polisario du reste de la population ; protéger les mines de Boukraa [6] et les côtes maritimes ; rapprocher les régiments des FAR pour se couvrir en défense ; éviter les attaques surprises de la guérilla en déployant des moyens de surveillance tels que les radars et les chiens-détecteurs ; empêcher les invasions « ennemies » pour gagner du temps afin de mener des actions mieux préparées en mobilisant de forts moyens en soldats et en matériel.

Ces barrières sont soutenues par plus de 150 000 soldats et par sept ceintures de sable, de hauteur

de trois mètres chacune. Elles sont également renforcées par des chars, de l'artillerie, des radars, des barbelés, des champs de mines, des barrages de sable et de pierres, des barricades, etc.

Ainsi, le Polisario s'est vu obligé de reculer dans des poches marginales des régions du Sahara, alors que les zones de tension s'étaient éloignées des villes. C'est bien cette situation militaire qui explique la maîtrise du Maroc des enjeux du conflit : d'une tentative de reprendre son souffle par le référendum il passa aux magouilles et au gain de temps en refusant toute solution qui ne passe pas par le référendum suivant le mot d'ordre « le Maroc est chez lui, ce n'est pas la peine de se précipiter ». Quant aux coûts que nécessite le déploiement de 160 000 soldats, la course à l'armement et l'entretien technique, cela lui semblait-il supportable ?

Vingt ans de cessez-le-feu semblent avoir bien usé l'Armée populaire du Polisario. Aussi son nombre a-t-il diminué, bon nombre de ses cadres l'ont quittée et son moral a dû s'affaiblir. Faut-il rappeler qu'à la différence des armées conventionnelles, les armées populaires s'amollissent et s'atrophient, ce qui est effectivement le cas pour l'armée du Polisario.

Ceci étant, la question qui se pose est de savoir comment le Polisario pourra imposer de vrais acquis alors que le moyen grâce auquel il fait le poids, et qu'il peut utiliser en cas de besoin est en train de se décomposer ?

Le Polisario et la crise moralo-psychologique

Au milieu des années 1970, le Front Polisario fut fondé par des jeunes, ne dépassant pas la trentaine comme moyenne d'âge, en plus de quelques militants de l'Armée de libération contre le colonialisme espagnol, ainsi que quelques membres de l'organisation avant-gardiste fondée par Mohammed el-Basri.

Dans la foulée de la vague mondiale des mouvements de libération nationale, de la radicalisation de la jeunesse et de la montée générale de la gauche, s'était amorcée la lutte contre l'occupant espagnol, lequel s'est vu obligé de quitter la région en manœuvrant pour garantir ses intérêts concernant les richesses de la région (phosphate et pêche maritime). Ceci se conjuga en même temps avec les intérêts du régime mauritanien dans la région, ainsi que ceux du Maroc pour l'annexion du Sahara. Dans ce contexte, le Polisario commit l'erreur fatale de mener son action en dehors des villes et d'inciter les habitants à les désertir en brandissant la menace de la répression que les forces marocaines déployées pourraient leur faire subir. Ce choix lui a coûté cher. En effet, ceci l'a poussé à se servir des territoires d'un autre État, si bien que la décision politique en devient dépendante. En même temps, ce choix l'a privé du soutien des masses sahraouies des villes. Malgré les premiers acquis que représentent le départ des Espagnols et l'abandon par la Mauritanie de ses intérêts dans la région stipulé par le « pacte algérien » signé par les deux protagonistes, ceci n'a pu éviter l'impasse : s'engager à obtenir l'indépendance par la lutte armée tout en étant soutenu par des puissances régionales capables, à n'importe quel moment, de se servir des Sahraouis pour des chantages et se condamner également à la perte de l'enracinement parmi les masses des villes du Sahara.

Par ailleurs, il convient de signaler que la plupart des réfugiés sont des jeunes instruits, et que nombre d'entre eux ont bénéficié de bourses d'études dans divers pays (Algérie, Libye, Cuba, etc.). Nombreux également sont ceux qui vivent dans les camps dans l'attente et l'espoir de partir travailler à l'étranger. Ainsi, les jeunes subissent une forte pression en raison d'un avenir incertain et sans horizon. Aussi, se trouvent-ils privés d'espaces dans lesquels ils pourraient exprimer leurs aspirations vu les conditions naturelles très hostiles tout au long de l'année et les conditions misérables de la vie. Ces jeunes sont dans l'attente d'aides internationales que le Polisario distribue

par le biais de l'organisation du Croissant Rouge du Sahara, ou des quelques postes dans la fonction publique, la diplomatie plus particulièrement. Cette situation a poussé un nombre de cadres à préférer ne plus revenir s'installer dans les camps. En somme, l'immigration est devenue l'unique issue sociale. Cette détérioration des conditions altère considérablement l'engagement et l'enthousiasme des habitants, de même que leur capacité à supporter la vie dans les camps où les conditions minivales de vie sont absentes. Cet état d'esprit a eu même tendance à remettre en cause le crédit dont bénéficie le Polisario comme étant le seul représentant dirigeant légitime. Cela se comprend si prend en compte des phénomènes ancrés comme la corruption, les activités de contrebande, l'enrichissement apparent de quelques dirigeants, le clientélisme par les liens tribaux pour l'attribution des responsabilités sans critères de compétence, la restriction sévère de la liberté de se déplacer dans un territoire fermé quoique ouvert aux chaînes de télévision.

Cette situation met le Polisario sur une véritable poudrière susceptible d'exploser à n'importe quel moment. Cela rend très probable l'irruption de mouvements de masse dans les camps, comparables à ceux des événements de 1988 ou même plus. L'absence d'une issue politique ne fait que la renforcer.

Où va le Polisario ?

Parfois dans l'Histoire, une direction politique se trouve dans une situation d'une complexité extrême où tracer une ligne de conduite claire devient impossible et où anticiper les éventualités à venir devient une tâche très ardue. Dans de tels moments, une direction se voit interpellée quant à son courage, sa capacité à persévérer et à résister à la désagrégation, dans l'attente d'une brèche qui lui permettrait d'éviter la disparition. C'est bien ce qui s'est produit lors de la révolution russe au moment des négociations de Brest-Litovsk. Le Polisario se trouve dans une situation similaire. Il est tiraillé entre des pôles contradictoires : le retour à la lutte armée dont nous avons décrit la difficulté et l'impasse, et la recherche d'une solution par les négociations avec l'État marocain avec tout ce que cela demande comme concessions. Quant à la situation de « ni paix ni guerre », elle n'amènera qu'à l'effritement du sens politique du Polisario.

La direction du Polisario est devant une responsabilité historique majeure et doit trancher. En ceci, les valeurs suprêmes doivent être la franchise et la transparence envers les masses, ainsi que le droit de celles-ci à l'autodétermination. A contrario, toute tendance à se servir des masses comme base pour manœuvrer et conclure des accords en coulisse sera considérée comme une trahison par l'Histoire. De même, tout mépris à l'égard de l'intérêt des masses pour l'agenda diplomatique — ne serait-ce qu'avec des forces amies — sera retenu dans la mémoire des générations ultérieures comme une collaboration.

Comment agira le Polisario ? Les deux années à venir sauront répondre à cette question.

20 décembre 2010

Hassan Abenay

P.-S.

* Inprecor n° 571-572, mars-avril 2011. Les notes sont de la rédaction d'Inprecor.

* Hassan Abenay est membre de la rédaction du mensuel marxiste révolutionnaire marocain, Almounadil-a. Cet article a d'abord paru en arabe dans Almounadil-a n° 33 de janvier 2011.

Notes

[1] Seguia el-Hamra, le « canal rouge », du nom du canal qui traverse Laâyoune. C'est l'un des deux territoires, avec Rio de Oro, de l'ancienne colonie espagnole.

[2] La Mission des Nations Unies est chargée depuis 1991 d'organiser un référendum d'autodétermination pour le peuple du Sahara Occidental. Ce référendum n'a toujours pas été organisé, alors que la moitié de la population sahraouie vit depuis 1976 dans des campements de réfugiés en Algérie, attendant le règlement du conflit. Le Maroc propose un statut d'autonomie pour le Sahara occidental, sous souveraineté marocaine et le Front Polisario pour l'organisation d'un référendum comportant une option d'indépendance totale.

[3] Grand Maghreb : Mauritanie, Sahara occidental, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye.

[4] Le 5 décembre 1952, Farhat Hached, dirigeant du syndicat tunisien UGTT, est assassiné par la Main rouge, organisation probablement liée services secrets français.

[5] Le 17 octobre 1988, soulèvement dans les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf (Algérie).

[6] Boukraa produit des phosphates qui sont acheminés par bande transporteuse jusqu'au port de Laâyoune. Cette bande transporteuse a été attaquée par le Polisario.